

Les élèves de première ESB
Lycée Notre Dame du Roc
Rue Charlemagne
85 000 La Roche-sur-Yon

Madame Simone Veil

A la Roche-sur-Yon, Le 08/06/2015

Madame la Ministre,

Nous avons fait un mauvais rêve...

Paris, hiver 2050. Des milliers de gens sont dans la rue : des enfants font la manche, des adultes errent à la recherche de nourriture. Les Restos du cœur, la Croix rouge et Emmaüs sont saturés. Les quais de Seine se sont transformés en véritables camps de réfugiés où s'entassent un nombre incalculable de tentes.

Au mois de juin, l'assurance vieillesse a fait faillite. Les plus âgés qui ne perçoivent plus leur pension depuis six mois ne décolèrent pas et de nombreuses émeutes éclatent dans les grandes villes.

Les caisses des branches santé et famille continuent de sombrer, tandis que le marché des assurances privées est florissant. Les hôpitaux publics et les cabinets médicaux refusent de plus en plus de malades non solvables alors que de nombreuses cliniques privées prospèrent dans les quartiers chics. Certaines campagnes de vaccinations ne touchent plus que 30 % de la population, suite aux déremboursements successifs des vaccins. Le ministère de la santé a d'ailleurs confirmé une recrudescence des cas de poliomyélite, diphtérie, tétanos. On trouve des antibiotiques vendus aux enchères sur internet.

Les allocations familiales, distribuées au compte-gouttes, ne permettent plus aux familles nombreuses et monoparentales les plus pauvres de vivre décemment. Pour survivre, certaines n'hésitent d'ailleurs plus à déscolariser leurs enfants certains jours afin de les faire travailler dans les trafics d'une économie souterraine qui gagne du terrain. Le taux de natalité est en chute libre depuis plusieurs années, accélérant le vieillissement démographique...

Ce scénario catastrophe ne sera pas notre futur. Nous avons conscience que notre avenir s'écrit aujourd'hui.

Cette année, la sécurité sociale fête son soixante-dixième anniversaire. A cette occasion, nous voudrions vous prouver, Madame la Ministre, que **les jeunes n'ont pas perdu « le sens de la sécurité sociale »**. C'est pourquoi, dans le cadre du concours "Les jeunes et la Sécu", nous, élèves en première économique et sociale dans un lycée de Vendée, avons décidé de répondre au discours que vous avez prononcé en 2005.

Aujourd'hui encore, nous avons toujours en mémoire l'inhumanité de la seconde guerre mondiale, l'individualisme et la Collaboration qui ont contribué aux camps de concentration et la Shoa. Comment comprendre que des millions de personnes aient pu être exterminées ? Comment

comprendre que des enfants innocents aient pu être entraînés dans une guerre qui les dépassait ? Comment comprendre qu'on ait pu leur voler leurs parents, leur avenir et leur vie ? Comment comprendre que de "bons citoyens" aient pu fermer les yeux sur un génocide aussi conséquent ? Comment éviter que l'Histoire ne se répète ?

L'absence d'une vraie sécurité sociale lors de la grande Dépression d'avant-guerre a probablement été un facteur aggravant parmi toutes les causes qui ont conduit à l'horreur. Mais surtout, à la Libération, la nécessité de restaurer la dignité de l'homme et d'instaurer une solidarité constante dans notre société était flagrante. Cette avancée sociale contribue à nous aider face aux nombreuses difficultés qu'une personne peut rencontrer au quotidien. Elle est la preuve de la présence de la solidarité dans notre pays. Elle est indispensable et nous accompagne dans toutes les étapes de notre vie.

Nous avons conscience de ce que nous devons aux fondateurs de la sécurité sociale, au Conseil national de la Résistance et à Pierre Laroque notamment. Nous savons que cette construction historique s'inscrit pleinement dans le devoir de mémoire qu'on nous enseigne par ailleurs dans nos cours d'Histoire.

Nous avons conscience que la sécurité sociale fait partie intégrante des droits de l'Homme. Elle les applique et les rend concrets. L'Homme naît avec des libertés dont le droit d'être assuré avec des soins médicaux, des retraites, des aides financières... En effet, chaque personne doit être protégée du début jusqu'à la fin de sa vie. Il est nécessaire que chacun ait accès à des soins de bonne qualité. Cela permet de préserver au maximum l'équité et le lien social. Personne ne doit donc nous enlever ces droits qui ont fait de notre pays un territoire uni, notamment dans la difficulté.

Mais nous avons également conscience des dangers actuels, qui pourraient nous faire perdre "*le sens de la sécurité sociale*", dangers particulièrement menaçants dans un contexte de crise économique et sociale et de mondialisation.

Car si l'assurance sociale nous est indispensable au quotidien, elle l'est d'autant plus en temps de crise comme celle que nous traversons depuis 2008. Elle constitue un filet de sécurité sans lequel l'affaiblissement du lien social et l'exclusion seraient bien pires. Mais c'est aussi en ce même temps de crise qu'elle est le plus fragilisée. En effet, La crise est accompagnée inéluctablement de la hausse du chômage, de la précarité, de la pauvreté mais aussi d'un manque de prélèvements sociaux qui ne permettent donc pas de combler les déficits des caisses d'assurance retraite, maladie...

Nous sommes donc conscients, en réalisant ce projet, des dangers qui menacent la sécurité sociale et de l'urgence d'y remédier :

Nous refusons l'accoutumance...

Rien n'est banal, rien n'est acquis, rien ne va de soi dans le fonctionnement de la sécurité sociale. Nous savons que notre système demeure une exception, qu'il est envié par la plupart des autres pays et que nos prédécesseurs se sont battus pour acquérir ce droit propre à l'Homme.

Pour mieux sensibiliser les jeunes, nous suggérons à la Sécurité sociale de communiquer, à travers les médias, sur des exemples concrets montrant le prix coûtant des prises en charge et prestations que la sécu délivre quotidiennement. Pourquoi pas un document récapitulatif annuel par ménage des différentes prestations perçues ?

Nous refusons les abus...

Dans tout système généreux, les tentations sont grandes d'en abuser. Il y a des « passagers clandestins » qui profitent, se moquent, trichent... Les professionnels des différents

organismes de la sécurité sociale qui sont intervenus dans notre classe nous ont fait prendre conscience de ces abus en les illustrant par des exemples concrets représentant les cas les plus fréquents : fausses déclarations ou changements de situation familiale non communiqués (CAF et assurance vieillesse), arrêts maladie injustifiés ou surconsommation de soins (Assurance maladie), activité non déclarée (URSSAF)... Ces fraudes doivent être le plus possible détectées en utilisant les moyens modernes de lutte (ex. recoupements de fichiers) et punies.

Mais la répression ne suffit pas. Il faut, à l'image de ce jeu concours, responsabiliser les usagers de la sécurité sociale dès le plus jeune âge, les éduquer au fait qu'on ne doit pas tout attendre de l'Etat-Providence. Les différentes prestations sociales ne sont pas une fin en soi et ne doivent pas être perçues comme l'unique source de revenu mais comme un outil solidaire, le plus souvent temporaire. Abuser de l'assistanat, c'est tuer la solidarité.

Si nous avons des droits, nous avons aussi des devoirs à assumer afin de faire perdurer cette sécurité sociale.

Nous refusons le repli individualiste...

Dans votre discours, vous nous dites que « *si le rapport de la sécurité sociale ne doit être qu'un rapport de consommateurs, essayant de maximiser les opportunités qu'elle offre, alors la Sécurité sociale n'a plus de sens. Elle est condamnée à plus ou moins grande échéance* ». Aujourd'hui, la plupart des jeunes se rendent compte de la situation dans laquelle la France est plongée. Non ! La montée de l'individualisme n'est pas une fatalité dans notre pays. Certains jeunes sont sensibles au fait que la sécurité sociale assure une grande partie de notre avenir (santé, vieillesse, famille). Nous avons conscience de l'importance de la place de la solidarité dans notre société. La très forte progression actuelle du nombre de jeunes volontaires pour effectuer un service civique n'est-elle pas une forme d'expression encourageante de cette solidarité ? Nous avons conscience que cotiser pour la sécurité sociale, c'est s'assurer un avenir sécurisé. C'est pourquoi nous devons montrer aux futures générations combien il est fondamental de se battre pour nos droits et que la solidarité est bien plus importante que le chacun pour soi, qui n'amène à rien d'autre que des inégalités irréversibles, et des vies gâchées.

Nous refusons le rejet de notre modèle social qui pourrait paraître dépassé dans le contexte de mondialisation, au vu des enjeux de performances économiques et de compétitivité. La compétition économique internationale ne doit pas être une course au moins-disant social. Au contraire, il serait temps de faire progresser l'idée, auprès des instances de l'ONU par exemple, d'un socle universel de protection sociale.

Pour finir, il est primordial que la jeunesse française comprenne que la sécurité sociale fait partie de notre avenir et que si nos ancêtres se sont battus pour l'avoir, c'est bien parce qu'elle est un droit fondamental faisant partie des droits de l'Homme. Grâce à elle nous avons réussi à obtenir une société plus solidaire dans laquelle la dignité de l'Homme a été restaurée.

En espérant vous avoir rassurée sur notre prise de conscience et notre volonté de préserver la sécurité sociale, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, au nom de la jeunesse, l'expression de notre très haute considération.

Les élèves de 1ère ESB